



Egalité des chances, égalité des droits : Une Turquie démocratique pour toutes et tous

„Egalité des chances, égalité des droits : Une Turquie démocratique pour toutes et tous“ était le titre d'une grande conférence qui s'est tenue le 11 septembre 2019 à l'invitation des Conseillers nationaux du PS Carlo Sommaruga (Genève) et Fabian Molina (Zurich) au Palais fédéral à Berne. Un objectif important était de contribuer au dialogue entre les deux partis d'opposition turcs HDP et CHP. Ils peuvent gagner des élections s'ils travaillent ensemble : cela a été démontré récemment par l'élection du nouveau maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu. Les participant-e-s à la conférence ont appelé la Suisse à s'engager beaucoup plus que par le passé pour mettre fin à la violence et respecter la démocratie, l'Etat de droit et les droits humains en Turquie. "Les conflits politiques doivent être résolus par le dialogue et les négociations orientées vers des solutions et non par la violence", a souligné le Conseiller national du PS, Fabian Molina. "La Suisse doit jouer un rôle plus actif qu'auparavant."

Les principaux orateurs étaient le Président honoraire du Parti démocratique du peuple (HDP), Ertuğrul Kürkçü, et le Vice-Président du Parti populaire républicain (CHP), Yildirim Kaya. Tous deux ont parlé d'un "coup d'État d'en haut", qui se poursuit depuis des années par le Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir depuis 2002, sous la direction du président actuel Recep Tayyip Erdoğan. Ils ont souligné que l'Europe a échoué qu'elle devenait un lieu de chantage à cause de la question des réfugiés. "La Turquie veut aller en Europe. Pour cela, nous avons besoin de votre soutien. L'Europe ne doit plus garder le silence sur la répression en Turquie", ont déclaré Kaya et Kürkçü.

En termes clairs, tous les orateurs et toutes les oratrices ont critiqué la déposition des maires élus du HDP de Diyarbakır, Mardin et Van par le ministre turc de l'Intérieur le 19 août, ainsi que la condamnation purement politique des présidents du CHP d'Istanbul, Canan Kaftancıoğlu, à plus de neuf ans de prison pour un simple message Twitter. "Ils ont besoin de notre solidarité. La politique étrangère suisse doit enfin intervenir publiquement et exiger le respect des élections démocratiques et des droits humains en Turquie", a déclaré le Conseiller national du PS, Carlo Sommaruga.

Lami Özgen, ancien président de la Confédération des syndicats du service public (KESK) en Turquie et réfugié en Suisse depuis un an, a déclaré : "La solution du problème kurde est une condition préalable pour résoudre les problèmes de l'État de droit, de la démocratie et des droits des minorités dans toute la Turquie. Le problème kurde n'est pas un problème ethnique ou minoritaire, mais un problème entièrement turc. Les Kurdes veulent une solution au sein de l'État turc. Cela vaut également pour l'économie : afin de détourner l'attention des problèmes de politique intérieure, les gouvernements turcs ont à plusieurs reprises alimenté le conflit kurde par la force, entravant ainsi la liberté d'organisation, la liberté d'association, la sécurité au travail et le développement des salaires en général." Yurdusev Özsökmenler, ancien membre du HDP et ancien employé de la KESK, s'est également joint à ce vote. "La représentation des femmes est également centrale. Elle est beaucoup trop faible en Turquie et en Suisse", a souligné Özsökmenler. Elle est également réfugiée et vit aujourd'hui en Suisse.

Mustafa Atici, candidat au Conseil national, a souligné l'importance de la participation et de la coopération en Suisse en tant que président du PS Migrant-e-s Suisse. "Nous défendons l'égalité des chances et l'égalité des droits partout dans le monde. Ici aussi, en Suisse, nous voulons une Suisse pour toutes et tous sans privilèges. Nous voulons une société inclusive qui respecte la diversité culturelle et religieuse des gens. Il est donc d'autant plus important de participer à la politique, de s'informer et de jouer un rôle actif. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons remettre la politique sur les bons rails. La campagne électorale est lancée et il faut aller voter !"